



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Représentation permanente auprès de  
l'Office des Nations unies et des autres  
organisations internationales à Genève

## 44<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme

### Point 4 – Dialogue interactif avec la Commission d'enquête sur le Burundi

#### Intervention du Luxembourg

15 juillet 2020

Madame la Présidente,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration présentée par l'Union européenne.

Ma délégation remercie la Commission d'enquête pour sa présentation. Nous sommes profondément préoccupés par la situation des droits humains au Burundi après les élections de mai 2020. Après une campagne électorale marquée par un accroissement des actes de violence à l'encontre des opposants politiques et des violations des droits de l'homme, le scrutin lui-même a été entaché d'allégations de fraude, en l'absence de missions internationales d'observation électorale.

A l'issue de ces élections, nous appelons le nouveau Président à engager des réformes pour rétablir l'Etat de droit et remettre le pays sur la voie de la démocratisation. Le nouveau gouvernement doit rompre avec les pratiques du passé et mettre fin aux intimidations de la population et aux restrictions de l'espace civique, ainsi qu'aux exécutions extrajudiciaires et aux arrestations arbitraires. Nous appelons également les autorités burundaises à libérer immédiatement tous les prisonniers politiques.

Afin de mettre un terme au climat d'impunité qui a marqué le pays depuis 2015, des enquêtes approfondies et transparentes doivent être menées, notamment sur le rôle des Imbonerakure dans les crimes commis sous la présidence de Pierre Nkurunziza. La Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi pourra jouer un rôle de premier plan dans ces enquêtes, et nous exhortons le nouveau gouvernement à garantir à ses membres l'accès sans entraves au pays.

Monsieur le Président de la Commission d'enquête,

*Comment la communauté internationale peut-elle encourager le nouveau gouvernement à mettre en place les réformes démocratiques indispensables pour restaurer la confiance de la population et pour permettre le retour des plus de 300 000 réfugiés burundais ?*

Je vous remercie de votre attention.